

CPOM

Guide méthodologique d'élaboration et de suivi des contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens en Ile-de-France

FICHE D'AIDE AU DIAGNOSTIC ET A LA NEGOCIATION

Annexe 2 – Moyens

Volet 2 : Reconnaissances contractuelles

Version - Mai 2019

Volet 2 : Reconnaissances contractuelles

Ce volet concerne certaines activités de soins qui, non soumises à autorisation, donnent lieu néanmoins à reconnaissance contractuelle par l'ARS dans le cadre des CPOM. La reconnaissance de ces activités découle, soit de la réglementation, soit de directives ministérielles, soit de prises en charge spécifiques définies dans le PRS pour la région. Ces activités font, pour la plupart d'entre elles, l'objet de cahiers des charges nationaux et/ou régionaux. Elles conditionnent fréquemment l'accès à des financements spécifiques.

Ces reconnaissances contractuelles sont attribuées suite à des appels à projet ou à l'occasion de demandes formulées par les opérateurs après examen par l'ARS. La procédure de reconnaissance contractuelle concerne des activités dont la liste est évolutive. Il conviendra donc de vous référer à la nomenclature des RC en IDF, consultable sur le site de l'ARS IDF., ainsi qu'aux textes afférents et aux divers modes de financement qui peuvent y être associés.

Ce volet a pour objet le recensement de ces reconnaissances en précisant les caractéristiques des activités concernées, les capacités associées si l'activité le nécessite, et les engagements éventuels de l'établissement.

Une reconnaissance contractuelle doit être rattachée à un site géographique d'implantation. Elle prend la forme suivante dans le CPOM :

N° RC	Activité	Modalité	Forme	Capacité
1	Prise en charge de la douleur chronique rebelle	Adulte (âge >=18 ans)	centre d'étude	non
2	Soins palliatifs	Unité soins palliatifs	Hospi complète	6

La démarche du CPOM est, dans un premier temps, de retracer l'ensemble des activités reconnues, qu'on souhaite ou non y associer un engagement contractuel.

1. Engagements

Le négociateur sélectionnera, le cas échéant (ou bien, si nécessaire), les reconnaissances contractuelles du site d'implantation qui devront être assorties d'engagements, à déterminer avec l'établissement. Les engagements apparaissent ainsi dans le CPOM :

Exemple :

N° RC	Objectif	Indicateur de suivi	Valeur de référence	Valeurs cibles				
				N+1	N+2	N+3	N+4	N+5
2	Optimiser l'utilisation des lits installés en USP	Taux d'occupation de l'USP	60%	70%	80%	90%		

Ces engagements peuvent porter, notamment, sur le respect des recommandations du PRS, des instructions ministérielles et/ou cahiers des charges si le négociateur a pour objectif d'améliorer certains points tels que:

- Organisation ;
- Personnels ;
- Equipements ;
- Coopérations territoriales.

Le CPOM n'a cependant pas vocation à reprendre dans les engagements l'ensemble des conditions de fonctionnement associées aux activités. Il s'agit ici d'inscrire un engagement qui serait spécifiquement négocié avec l'établissement compte-tenu de sa situation et de ses priorités d'évolution directement liées à l'une des activités reconnues par l'ARS.

2. Suivi des engagements

Les indicateurs de suivi peuvent être quantitatifs (*ex : taux d'occupation, durée moyenne de séjour*), mais également qualitatifs (*ex : formation des professionnels de santé à la prise en charge de la douleur, convention dans le cadre du parcours de soins ...*).

Ces indicateurs de suivi devront être définis précisément lors de la négociation, puis inscrits au CPOM avec les valeurs-cibles attendues.